

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1909.

Proposition de loi ouvrant un crédit spécial pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés par les orages qui ont sévi le 5 août 1907 dans l'arrondissement de Tournai-Ath ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. ASOU.

MESSIEURS,

Le 19 novembre 1907, l'honorable M. Roger a déposé une proposition de loi ouvrant un crédit spécial de 500,000 francs pour venir en aide aux cultivateurs éprouvés par des orages désastreux qui ont sévi, le 5 août 1907, dans l'arrondissement de Tournai-Ath.

La violence de ces orages et l'époque de l'année à laquelle ils se sont produits, leur ont donné, pour la région du pays qui en a été atteinte, les proportions d'une véritable calamité. Il résulte des renseignements recueillis et de l'enquête qui a eu lieu par les soins du Gouvernement que dans vingt-trois communes de l'arrondissement administratif de Tournai et onze communes de l'arrondissement administratif d'Ath, sur plus de seize cent dix-sept hectares, les récoltes ont été anéanties par l'ouragan, l'eau et la grêle. Le désastre a atteint ainsi des récoltes de froment, d'avoine, de lin, de tabac, de seigle, de betteraves, de chicorées, de pommes de terre, de fèves; des pépinières, ainsi que des arbres, des légumes et des fruits. Les dégâts ont été estimés à plus d'un million. Le Gouvernement a accordé aux sinistrés des remises d'impôt foncier se montant en totalité à fr. 25,016.32.

(1) Proposition de loi, n° 7 (session de 1907-1908).

(2) La Section centrale, présidée par M. HARMIGNIE, était composée de MM. PIRARD, BOËL, VAN LIMBURG STIRUM, BUISSET, ASOU, LEFEBVRE.

La proposition de loi s'inspire de l'esprit de solidarité qui doit animer la collectivité des citoyens à l'égard d'un certain nombre d'entre eux, frappés inopinément d'une grande infortune par des événements de force majeure.

L'Exposé des motifs fait valoir que la remise de l'impôt foncier ne constitue, pour les sinistrés, qu'une atténuation bien insuffisante du désastre; que l'assurance contre la destruction des récoltes n'est pas à la portée du plus grand nombre de nos cultivateurs; qu'il n'existe pas de société mutualiste à même de les assurer à un taux modéré; qu'il importe dès lors que la puissance publique vienne en aide à la détresse des malheureux que le fléau a trouvés désarmés.

Il rappelle différents précédents prouvant que cette thèse a été admise, à plusieurs reprises, dans notre pays, tant par le Gouvernement que par les Chambres législatives.

Cette proposition a été renvoyée à l'examen des sections, qui l'ont discutée le 21 décembre 1907.

La première section l'a admise par 6 voix contre 3; la seconde par 10 voix contre 4; la troisième l'a rejetée par parité de voix; la quatrième l'a adoptée par 6 voix contre 3; la cinquième par 9 voix contre 4 et 2 abstentions; la sixième, enfin, l'a rejetée par 6 voix contre 3.

La Section centrale s'est réunie les 12 février, 18 mars, 17 décembre 1908 et 30 juin 1909. Après avoir pris connaissance des opinions émises dans les sections ainsi que de divers renseignements qui ont été successivement demandés au Gouvernement, la Section centrale a mis en discussion la proposition.

Les membres, partisans de celle-ci, ont fait valoir la légitimité de l'intervention de l'État dans des désastres de ce genre; ils ont rappelé que la Chambre avait, à diverses reprises, voté des crédits similaires, notamment en 1853 et 1855, pour venir au secours de victimes d'orages suivis de grêle; en 1860, à raison des ouragans, des orages et de la grêle qui ont sévi en 1859; en 1891, à la suite des rigueurs exceptionnelles de l'hiver; en 1906, à la suite d'inondations et d'orages dans la Flandre orientale, le Brabant et le Hainaut.

Sans vouloir établir de rapprochement entre des calamités incomparables, mais uniquement pour justifier le principe, ils ont aussi rappelé le récent crédit voté unanimement par les Chambres à la suite du tremblement de terre de Sicile et de Calabre, dans un élan de commisération, qui, cette fois, s'étendait à un peuple étranger.

Dans toutes ces occasions, le législateur a obéi à un sentiment de pitié, à un esprit de solidarité que, à la séance du 7 mars 1856 (*Annales*, 1855-1856, p. 864), le Gouvernement traduisait dans les termes suivants par l'organe de son Ministre de l'Intérieur :

» C'est une noble pensée de venir, au nom de la société, au secours de
» quelques malheureux... soudainement atteints dans leur fortune par ces
» irréparables désastres. C'est une pensée hautement morale que de dire à

» la nation entière : Venez momentanément au secours de ces malheureux,
» tâchez de les relever. Le sacrifice est peu considérable pour la nation ;
» consacrez-en le produit à consoler les infortunes, à relever peut-être des
» familles frappées par ces désastres. C'est une pensée de solidarité que
» j'approuve hautement et qu'il me serait pénible de ne pouvoir appliquer
» comme Ministre. »

Les mêmes membres de la Section centrale ont encore fait observer que, dans la circonstance présente, les sinistrés étaient d'autant plus dignes d'intérêt que, pour bon nombre d'entre eux, c'était la seconde fois qu'ils étaient frappés en deux années (voir la proposition de M. Paternoster du 28 juillet 1905) et que, cette fois-ci, une enquête immédiate avait permis la constatation des dégâts, de manière à pouvoir former la base d'une répartition éventuelle de secours.

A ces considérations, les membres, adversaires de la proposition, tout en protestant de leur sympathie pour les victimes du désastre, ont objecté que, à leur sens, le législateur ne devait intervenir que pour des dommages intéressant la généralité du pays, ou résultant de cas exceptionnels et contre lesquels il était impossible de se prémunir. Que l'orage et la grêle étaient des phénomènes périodiques et fréquents contre les conséquences desquels on pouvait s'assurer. Qu'ils ne pouvaient admettre un précédent qui ne manquerait pas de donner ouverture, dans l'avenir, à de nombreuses demandes du même genre.

La proposition de loi, mise aux voix dans la séance de la Section centrale du 30 juin dernier, a été adoptée par 3 voix contre 2.

Le Rapporteur,

ALBERT ASOU.

Le Président,

ALP. HARMIGNIE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 JULI 1909.

Wetsvoorstel openende een bijzonder krediet tot hulpbetoon aan de landbouwers beproefd door de onweders van 5 Augustus 1907 in het arrondissement Doornik-Ath ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER ASOU.

MIJNE HEEREN,

Op 19 November 1907 werd door den achtbaren heer Roger ingediend een wetsvoorstel openende een bijzonder krediet van 500,000 frank tot hulpbetoon aan de landbouwers, beproefd door de noodlottige onweders van 5 Augustus 1907 in het arrondissement Doornik-Ath.

De hevigheid van die onweders en het tijdstip des jaars waarop ze voorvielen, maakten ze tot eene ware ramp voor de streck die er door geteisterd werd. Volgens de verkregen inlichtingen en het door de Regeering ingesteld onderzoek werd, in drie en twintig gemeenten van het bestuursarrondissement Doornik en elf gemeenten van het bestuursarrondissement Ath, op meer dan zestienhonderd zeventien hectaren de oogst vernietigd door stormwind, regen en hagel. De ramp trof den oogst van tarwe, haver, vlas, tabak, rogge, beetwortelen, suikerrij, aardappelen, boonen, alsmede boomkwekerijen, boomen, groenten en vruchten. De schade werd geraamd op meer dan een millioen. De Regeering verleende den geteisterden kwijtschelding van grondbelasting tot een bedrag van fr. 25,046.32.

(1) Wetsvoorstel, n^o 7 (zittingsjaar 1907-1908).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HARMIGNIE, bestond uit de heeren PIRARD, BOEL, VAN LIMBURG STIRUM, BUISSET, ASOU, LEFEBVRE.

Het wetsvoorstel steunt op den geest van solidariteit, die de gezamenlijke burgers moet bezielen ten opzichte van een zeker getal hunner, onvoorziens getroffen door eene groote ramp, door gebeurtenissen van hoogere macht.

De Toelichting doet uitschijnen dat kwijtschelding van de grondbelasting voor de geteisterden slechts eene ontoereikende verzachting van de ramp is; dat verzekering tegen vernieling van oogst niet in het bereik van de meeste landbouwers ligt; dat er geene maatschappij tot onderlinge verzekering bestaat, die hen kan verzekeren tegen matigen prijs; dat de openbare macht derhalve den nood moet lenigen van de tegen de ramp ongewapende ongelukkigen.

Zij haalt voorbeelden aan, om te bewijzen dat deze stelling herhaaldelijk in ons land werd aangenomen, zoo door de Regeering als door de Wetgevende Kamers.

Het voorstel werd tot onderzoek verwezen naar de afdeelingen, die er den 21^{en} December 1907 over beraadslaagden.

De eerste afdeeling keurde het goed met 6 stemmen tegen 5; de tweede, met 10 stemmen tegen 4; de derde verwierp het bij staking van stemmen; de vierde nam het aan met 6 stemmen tegen 5; de vijfde, met 9 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen; de zesde verwierp het met 6 stemmen tegen 5.

De Middenafdeeling vergaderde op 2 Februari, op 18 Maart, op 17 December 1908 en op 30 Juni 1909. Na kennis te hebben genomen van de meeningen, uitgedrukt in de afdeelingen, alsmede van de inlichtingen die achtereenvolgens werden gevraagd aan de Regeering, legde de Middenafdeeling het voorstel in beraadslaging.

De leden, die het steunden, achtten het billijk dat de Staat tusschenbeide kome in rampen van dien aard; zij herinnerden er aan, dat de Kamer herhaaldelijk dergelijke kredieten had toegestaan, namelijk in 1853 en 1855, om onderstand te verleenen aan slachtoffers van onweders gevolgd door hagelslag; in 1860, wegens orkanen, onweders en in 1859 wegens hagelslag; in 1891, ten gevolge van den buitengewoon strengen winter; in 1906, ten gevolge van overstromingen en onweders in Oost-Vlaanderen, Brabant en Henegouw.

Zonder eene vergelijking te willen maken tusschen rampen die niet te vergelijken zijn, doch enkel tot rechtvaardiging van het beginsel, herinnerden zij aan het krediet, onlangs door de Kamers eenparig toegestaan na de aardbeving van Sicilië en van Calabrië, waardoor het medelijden ditmaal voor een vreemd land werd opgewekt.

In al die omstandigheden gaf de wetgever toe aan een gevoel van meewarigheid, eenen geest van solidariteit, die ter vergadering van 7 Maart 1856 (*Handelingen 1855-1856*, blz. 864), door de Regeering als volgt werd vertolkt bij monde van haren Minister van Binnenlandsche Zaken :

« 't Is eene edelaardige gedachte, namens de samenleving onderstand » te verstrekken aan enkele ongelukkigen, plotseling in hun vermogen

» getroffen door onherstelbare onheilen. 't Is eene hoogst zedelijke gedachte,
» tot de gansche natie te zeggen : Komt dezen ongelukkigen tijdelijk ter
» hulp, tracht ze op te beuren. Voor het land is het offer gering; besteed
» de opbrengst ervan om ongelukken te verhelpen, wellicht om gezinnen
» op te beuren, door deze rampen getroffen. 't Is eene gedachte van solida-
» riteit, die ik ten hoogste goedkeur, en als Minister zou het mij pijn doen
» ze niet te kunnen toepassen. »

Dezelfde leden der Middenafdeeling deden ook opmerken dat de geteisterden, in deze omstandigheid, des te meer belangstelling verdienden, daar velen hunner voor de tweede maal werden getroffen in twee jaren (zie voorstel van den heer Paternoster, 28 Juli 1905) en ditmaal een onmiddellijk ingesteld onderzoek had veroorloofd de schade te ramen op zulke wijze dat er een maatstaf voor mogelijke uitdeeling van onderstand kon worden gevonden.

Hiertegen werd door de bestrijders van het voorstel, ofschoon zij hunne toegenegenheid voor de slachtoffers der ramp betuigden, ingebracht dat, volgens hen, de wetgever maar moest optreden voor schade, berokkend aan 't land over 't algemeen, of volgende uit buitengewone gevallen, die men onmogelijk kon voorkomen. Dat onweder en hagelslag geregeld natuurverschijnselen waren en zich meermaals voordeden en men zich kon verzekeren tegen hunne gevolgen. Dat ze niet konden toelaten een voorbeeld te stellen, dat onvermijdelijk in het vervolg talrijke vragen van denzelfden aard zou uitlokken.

Het wetsvoorstel, in stemming gelegd, werd den 30ⁿ Juni laatstleden door de Middenafdeeling goedgekeurd met 3 stemmen tegen 2.

De Verslaggever,

ALBERT ASOU.

De Voorzitter,

ALP. HARMIGNIE.

